

Comptes économiques 2005

En 2005, le taux de croissance du PIB en valeur est de 2,7 % et confirme le tassement de l'activité déjà observé en 2004. La sphère marchande a été la plus dynamique dans la création de valeur ajoutée avec un taux de croissance de 3,1 %. Le commerce, le BTP et les transports ont été les principaux artisans de cette croissance grâce à la consommation des ménages. La demande des particuliers fait aussi progresser l'investissement de 1,6 %, tout comme les importations civiles, qui, hors biens d'équipement, sont en hausse de 9,1 %. Les exportations continuent le mouvement de hausse amorcé en 2004.

2005, tassement de la croissance

En 2005, comme en 2004, le taux de croissance du PIB en valeur est de 2,7 % et confirme le tassement de l'activité déjà observé l'année précédente. Parallèlement, le PIB par habitant progresse de 1,3 % et s'établit à 2,066 millions de F.CFP.

Si, en 2004 et en 2005, le niveau de croissance en valeur, c'est-à-dire en francs courants, est le même, en revanche, la croissance réelle du PIB (corrigée de l'inflation, c'est-à-dire en francs constants) n'est plus que de 1,7 % en 2005 contre 2,2 % l'année précédente. L'inflation qui était demeurée modeste en 2004 à 0,8 %, s'est en effet nettement accélérée en 2005 avec un indice général des prix en progression de 2,3 %.

En 2005, la sphère marchande a été la plus dynamique dans la création de valeur ajoutée. La croissance de la PIBe, c'est-à-dire de la valeur ajoutée créée par le secteur marchand, est en effet bien supérieure à celle du PIB (3,1 % contre 2,7 %). Inversement la contribution du secteur non marchand, qui avait été supérieure au PIB en 2004, contribue moins à la croissance en 2005 puisque la valeur ajoutée de ce secteur ne progresse que de 1,1 %. Cette variation est bien en deçà du taux de croissance de 4,2 % observé en moyenne annuelle sur la période 1999-2004.

Subissant la contraction des traitements militaires, la valeur ajoutée du secteur non marchand, constituée des salaires et charges versés par les administrations publiques n'a progressé que de 1,4 milliard de F.CFP. Elle est néanmoins soutenue par la hausse des salaires civils versés par l'État (+2,9 %) ainsi que celle des salaires versés par l'administration locale et les communes (+4,4 % et +4,5 %).

Dans la sphère marchande, les évolutions sont contrastées. Le secteur primaire, l'énergie et les industries agroalimentaires (IAA), mécaniques et électriques créent moins de valeur ajoutée, là où les services, les autres industries et le BTP en créent plus. Au total, la PIBe progresse de 3,1 % en valeur, tiré par la hausse de la valeur ajoutée du commerce (+6,9 %), par celle du BTP (+6,2 %) et par celle des transports et des télécommunications (+5,8 %).

Malgré la croissance de la production, la valeur ajoutée produite par les secteurs de l'énergie, du primaire et des industries agroalimentaires a diminué respectivement de 4,6 %, 0,9 % et 6,7 %. Le secteur industriel (hors industrie agroalimentaire)

N° 6/2008

Directeur de la publication :
Hervé BACHERÉ

Rédactrice en chef :
Patricia ANNEVILLE

Auteur de la publication :
Alexandre AILLOUD

Maquettage : Yrida DOMINGO
Flashage : SCOOP
Impression : STPmultypress

Vente et abonnements : 47 34 42
Prix du numéro :

En Polynésie française : 600 F.CFP
Hors Polynésie française : 750 F.CFP

Dépôt légal : août 2008
ISSN 1247 - 7370
©ISPF 2008

B.P. 395 - 98 713 Papeete - Tahiti
Tél. : (689) 47 34 34 / Fax : (689) 42 72 52
Courriel : ispf@ispf.pf / Site : www.ispf.pf



INSTITUT
STATISTIQUE
DE LA
POLYNÉSIE
FRANÇAISE

contribue positivement à la valeur ajoutée totale (+1,9 % par rapport à 2004) alors que dans le même temps sa production est réduite de 1,1 %.

D'année en année, l'évolution de la valeur ajoutée par branche confirme la tendance à la tertiarisation de l'économie. La valeur ajoutée du tertiaire, prise dans son ensemble, progresse de 4 % en 2005 et de 3,1 % en moyenne annuelle sur la période 1999-2004. Par comparaison sur la même période, la croissance annuelle moyenne de la valeur ajoutée des autres secteurs ressort à 0,8 %.

Le secteur du BTP profite en 2005 des mesures, nouvelles ou renforcées, d'incitation à l'investissement immobilier, à destination des ménages, que sont les prêts à l'aménagement et à l'habitat bonifiés (PAB et PHB). Malgré une demande moindre de la part des entreprises et de l'administration, la production du BTP augmente de 4,8 milliards de F.CFP grâce aux particuliers.

La demande soutenue des ménages se manifeste aussi à travers la bonne santé des branches commerce, transports et télécommunications et autres services et indique un effet de rattrapage après une année 2004 où les incertitudes liées à une situation politique instable avaient obéré la dynamique de consommation des ménages.

Dans le sillage de la consommation des ménages, la TVA collectée (TVA à la consommation et à l'importation) en 2005 croît également de 4,3 %, croissance supérieure à celle de 2004 (+2,7 %).

D'autre part, tout comme en 2004, la demande extérieure demeure vigoureuse ; les exportations de biens et services sont en hausse de 3,7 % (+3,6 % en 2004) pour un montant total de 62,8 milliards de F.CFP. Le chiffre d'affaires du tourisme, 42 milliards de F.CFP, soit les deux tiers des recettes à l'exportation, a progressé de 1,4 %. Cependant, la hausse de 14,5 % des importations, dont le montant total s'établit à 165,4 milliards de F.CFP, entraîne une dégradation du taux de couverture des importations par les exportations qui, de 13,2 % en 2004, passe à 12,6 % en 2005.

Le PIB et ses composantes en 2004 et 2005

Unité :	2004		2005	
	millions de F.CFP	%	millions de F.CFP	%
Agriculture	12 652	2,5	12 535	2,4
Industries agroalimentaires	11 927	2,3	11 134	2,1
Énergie	14 502	2,8	13 843	2,6
Industries mécaniques et électriques	10 085	2,0	10 079	1,9
Autres industries	10 855	2,1	11 259	2,1
Bâtiment, travaux publics	25 280	4,9	26 833	5,1
Transports, télécommunications	43 306	8,5	45 797	8,7
Autres services	135 951	26,6	138 293	26,3
Commerce	82 391	16,1	88 061	16,7
PIBe	346 948	67,8	357 833	68,0
Salaires des administrations	125 259	24,5	126 616	24,1
Salaires domestiques	961	0,2	1 077	0,2
Ensemble des salaires	126 220	-	127 694	-
TVA (importations + consommation)	38 744	7,6	40 407	7,7
PIB	511 912	100,0	525 934	100,0
Taux de croissance PIBe	-	2,4	-	3,1
Taux de croissance PIB	-	2,7	-	2,7
Taux de croissance PIB en volume	-	2,2	-	1,7
PIB par habitant (millions de F.CFP)	2 039	-	2 066	-

Source : ISPF - Comptes économiques semi-définitifs 2005 de la Polynésie française

La production

La production intérieure brute (PIBe) est la contribution du secteur productif marchand au PIB. Elle s'élève à 357,8 milliards de F.CFP en 2005. Le secteur tertiaire (commerce, services et transports et télécommunications) génère, à lui seul, 76,1 % de la PIBe, le secondaire (industries agroalimentaires, énergie, industries mécaniques et électriques et industries diverses) 12,9 %, le BTP 7,5 % et le secteur primaire (agriculture, pêche, perliculture) 3,5 %.

Les services, transports et télécommunications : croissance moins dynamique

Les services (organismes financiers, assurances, hôtels, bars, restaurants, services juridiques, d'hygiène et de santé, d'enseignement, agences de voyages etc.) et les transports et télécommunications continuent leur développement, bien que pénalisés, pour la partie transport, par la hausse du prix des carburants et, pour l'hôtellerie restauration, par la hausse des produits alimentaires. En ralentissement depuis 2003, la valeur ajoutée de ces branches progresse de 2,7 % en 2005 contre 4,6 % en 2004 et 7,1 % en 2003. Pour les entreprises de ces secteurs, le fait que les consommations intermédiaires progressent plus vite que les chiffres d'affaires traduirait-il leur difficulté à répercuter la hausse des coûts de production sur le prix de vente ?

Hors transports et télécommunications les domaines les plus touchés par l'envolée des consommations intermédiaires sont les activités hospitalières, les hôtels restaurants et les locations de machines, engins de chantiers et autres véhicules. Les services demeurent le secteur le plus important de notre économie (26,3 % du PIB), avec une valeur ajoutée totale de 138,3 milliards de F.CFP.

Le secteur des transports et télécommunications est toujours aussi dynamique avec une hausse de 5,8 % de la valeur ajoutée en 2005. La richesse créée par cette branche de l'économie explique près d'un quart de la croissance de la PIBe en 2005. Son développement s'appuie sur les deux compagnies aériennes, locale et surtout internationale (+9,5 % de passagers sur Air Tahiti Nui en 2005), bien que la mise en service de nouvelles lignes et le niveau de prix du pétrole ne permettent pas une hausse de la valeur ajoutée aussi importante que celle du chiffre d'affaires. L'activité de télécommunications, bien que moins importante en terme de chiffre d'affaires, est le moteur de la croissance de la valeur ajoutée des transports et télécommunications.

Le commerce : vigueur de la consommation et effet prix

Dans les comptes économiques, la « production » du commerce est mesurée par les marges commerciales générées lors de la vente de biens importés ou fabriqués localement. La marge commerciale est définie comme la différence entre la valeur à la vente et la valeur à l'achat hors taxe (CAF pour les biens importés et valeurs pour les biens produits localement) des marchandises commercialisées. Les impôts et taxes (hors TVA) qui grèvent la valeur des produits sont donc inclus dans la marge commerciale (30,1 milliards de F.CFP en 2005).

Les ventes de voitures neuves qui progressent significativement de 6,9 % par rapport à 2004, et rejoignent le niveau de 2003

comme la hausse de 8,7 % des importations de biens de consommation illustrent la vigueur de la consommation des ménages. La branche commerce, bénéficiaire immédiat, a dégagé une valeur ajoutée de 88 milliards de F.CFP, soit 5,7 milliards de F.CFP de plus qu'en 2004. Cette augmentation en valeur de la production et de la valeur ajoutée découle en partie de la hausse des prix, notamment des produits alimentaires.

Le BTP : forte demande des ménages

La valeur ajoutée du secteur BTP, a progressé de 6,2 % par rapport à 2004 et témoigne avant tout d'un retour au premier plan de la demande des ménages dans le secteur immobilier. Les particuliers ont en effet stimulé la production du BTP, pour un montant de 20 milliards de F.CFP, soit une hausse de 49,5 % par rapport à 2004, année la plus faible depuis 2000 en terme d'investissement des ménages. Ce chiffre record, sur la décennie, est généré principalement par les deux mesures de stimulation de l'investissement mises en place (ou réaménagées) en 2005 par le gouvernement : prêts à l'aménagement et à l'habitat bonifiés (PAB et PHB).

Si l'administration publique reste le premier client de la branche BTP avec une commande de 26 milliards de F.CFP en 2005, cette dernière a toutefois diminué de 4,4 %. Le Territoire, principal acteur de l'investissement public, a réduit sa demande de plus d'un milliard de F.CFP.

D'autre part la baisse constatée dans l'investissement en BTP des entreprises (-22,7 % par rapport à 2004) est à relativiser, car 2004 comme 2003, ont été deux années d'investissements exceptionnels. En 2005, les entreprises ont investi 8,8 milliards de F.CFP, soit le chiffre moyen annuel de la période 1999-2004.

Les industries : une année en demi-teinte

La valeur ajoutée du secteur des industries mécaniques et électriques reste stable en 2005 (-0,1 %), ceci, malgré la diminution de 2,5 % de la production (-800 millions de F.CFP) car la consommation intermédiaire a diminué. La baisse des coûts de production concerne spécifiquement les deux activités que sont la construction, entretien de cellule d'aéronef et la construction de lignes électriques et téléphoniques. Les autres activités ont plutôt subi une hausse de leurs coûts.

En parallèle, la production des autres industries progresse de 100 millions de F.CFP, sous l'impulsion du BTP qui stimule les productions de sable et granulats, de fabrication d'éléments en béton pour la construction et de fabrication de charpente et de menuiserie. Ici aussi, la baisse du taux de consommation intermédiaire a permis aux entreprises de dégager une valeur ajoutée en hausse de 3,7 %.

■ L'énergie : hausse des coûts de production

Le secteur de l'énergie (qui regroupe principalement la production d'électricité et d'eau) représente en 2005 2,6 % du PIB. Si la production de ce secteur progresse de 1,8 %, sa valeur ajoutée recule de 4,6 %. La hausse continue des prix des produits énergétiques couplée à la baisse de 14 % de la production d'énergie hydroélectrique explique la forte élévation des coûts de production (+8,1 %). Le prix unitaire des produits énergétiques importés a augmenté de 30 % entre 2004 et 2005.

■ L'agriculture : stabilité en volume et hausse des coûts

Le secteur de l'agriculture englobe, outre les productions agricoles proprement dites, l'élevage, la pêche, l'aquaculture et la production perlière. Pour cette dernière activité, la connaissance très imparfaite du secteur contraint à valoriser la production perlière par les exportations.

La production du secteur agricole progresse en valeur, dans les mêmes proportions qu'en 2004, soit 3,2 % de hausse. Néanmoins la progression de 5,3 % de la valeur des consommations intermédiaires a pour conséquence une diminution de la valeur ajoutée de ce secteur de l'ordre d'un pour cent entre 2004 et 2005. Si la perle de Tahiti confirme les performances enregistrées en 2004, la pêche est toujours en difficulté et la production baisse à nouveau.

En augmentation de 13,4 % en valeur, les exportations de produits perliers, d'un montant total de 12,8 milliards de F.CFP, poursuivent la tendance observée depuis 2004. De même, confirmant la restructuration du secteur vers une meilleure qualité de production, la valeur du prix au gramme progresse de nouveau et s'établit à près de 1 500 F.CFP en 2005, pour la perle brute.

En volume, les productions de l'agriculture (légumières, fruitières, vivrières et animales) augmentent de près de 3 800 tonnes, soit +15 % par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux productions de fruits, de produits vivriers et de viandes, qui, en volume, progressent respectivement de 22 %, 12 % et 7 %. Les prix de vente des fruits et des produits vivriers ayant augmenté, la hausse en valeur de ces productions ressort donc à +30 % et +20 %. La production de la viande en valeur n'a progressé que

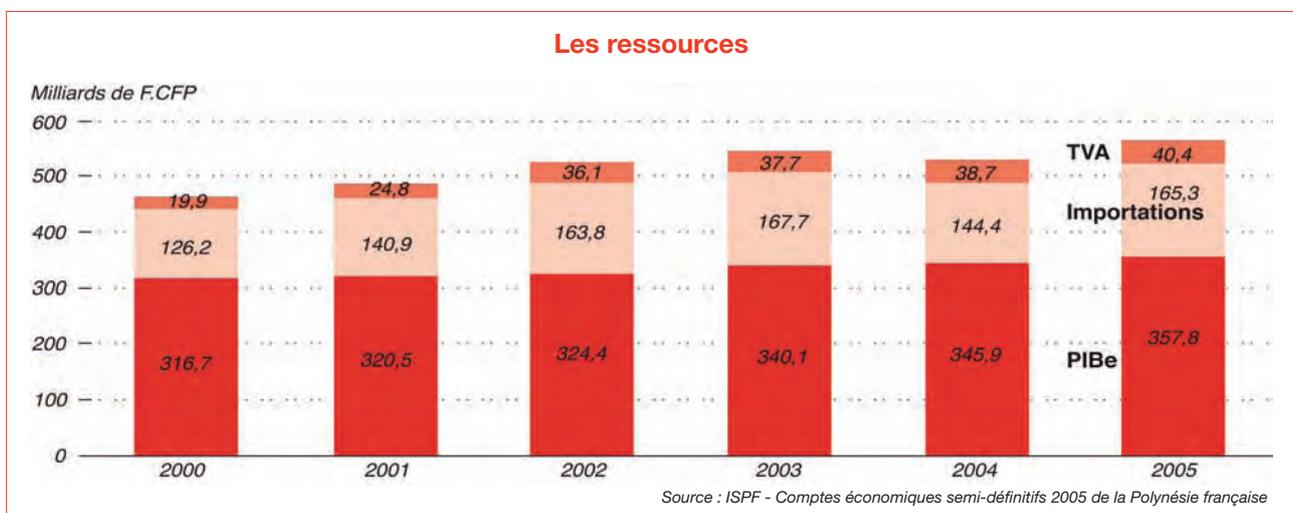
de 6 % car le prix de vente moyen au kilo est en baisse. L'essor de la production de vanille (+13 % en volume en 2005) est affecté par une baisse massive des prix d'achat de plus de 50 % de la vanille mûre et préparée.

La production de nono qui s'établit à 8 200 tonnes en 2005 (+10 %) progresse moins vite que sur la période 2002-2004 (+25 % en moyenne annuelle) mais cette production s'apprécie néanmoins de 12 % en valeur. Autre production à la hausse, celle du coprah, qui, après plusieurs années de tendance à la baisse attribuée au développement de la culture de nono, atteint 10 500 tonnes, niveau le plus élevé depuis 1997. En croissance en volume de plus de 25 % par rapport à 2004, la production se développe particulièrement à Maiao et aux Marquises et atteint en valeur globale 1,2 milliard de F.CFP (749 millions en 2004).

Encore une année difficile pour le secteur de la pêche en Polynésie, avec une production en baisse continue depuis 2001 liée à la raréfaction du thon blanc, principale espèce exploitée par les thoniers polynésiens. La production globale est estimée à 7 000 tonnes en 2005, soit une contraction de 5 % par rapport à 2004. L'augmentation des prix de vente des produits de la mer a pour effet un maintien de la valeur de la production locale commercialisée de produits de la mer entre 2004 et 2005, à 1,6 milliard de F.CFP.

■ L'industrie agroalimentaire : victime de la hausse des intrants

Si la production en valeur des industries agroalimentaires (IAA) progresse de 1,7 %, pour s'établir à 33,8 milliards en 2005, leur valeur ajoutée chute de 6,7 %, subissant directement la hausse des prix des produits agricoles et agroalimentaires qui, avec l'énergie, constituent les principales consommations intermédiaires de cette branche d'activité. Pour exemple, le prix du blé sur les marchés internationaux (Indice HRW de Kansas City, source OCDE) s'est apprécié de 11,2 %, en Euros, entre 2004 et 2005. Sur cette période, les coûts de production des industries agroalimentaires ont augmenté localement de 6,3 % alors que le chiffre d'affaires n'a progressé que de 1,7 %. Cette moindre croissance du chiffre d'affaires pourrait être liée à la capacité limitée qu'ont les entreprises pour fixer leurs prix de vente. En particulier, selon les modes de commercialisation possibles, la marge d'action des entreprises est très variable.



Les importations

hausse générale de la demande

En 2005, le montant total des importations civiles de biens s'établit à 164 milliards de F.CFP, en hausse de 15,1 % par rapport à 2004. Les importations exceptionnelles dans le secteur des transports en 2005, expliquent en partie cette progression. Cependant, hors biens d'équipements, les importations progressent en valeur de 9,1 % entre 2004 et 2005 (+0,6 % entre 2003 et 2004) tandis que sur la période 1999-2004, la progression moyenne annuelle aura été de 7,7 %.

En 2005, la progression s'observe pour l'ensemble des postes des importations civiles régulières. À l'exception des produits de l'industrie automobile, les montants importés atteignent tous des niveaux jamais égalés auparavant, reflétant ainsi l'appétit de consommation retrouvé des ménages polynésiens. Les importations de biens intermédiaires (+4,7 % par rapport à 2004) affichent une croissance légèrement supérieure à celle de la valeur ajoutée du secteur marchand (+3,1 %) et s'établissent à 35,7 milliards de F.CFP (contre 34,1 milliards en 2004). En 2005, la TVA versée au titre des importations s'élève à 20,3 milliards de F.CFP (+6,9 %) et celle versée au titre de la consommation à 20,1 milliards (+1,7 %).

Comptabilité nationale et TVA : la Taxe sur la Valeur Ajoutée, mise en place le premier janvier 1998, apparaît comme une ressource de l'économie au même titre que les importations, la production et les droits de douanes (inclus dans la production du commerce). Elle s'applique à l'ensemble des biens et des prestations de services vendus et importés sur le territoire. Après une période d'application progressive, les taux de TVA s'établissent à 6 %, 10 % et 16 % depuis 2002.

La comptabilité nationale enregistre la TVA versée par les entreprises (c'est-à-dire la différence entre la TVA exigible collectée sur les produits vendus et la TVA déductible qui grève les produits employés comme consommations intermédiaires ou investissement) en ressource. Au sein des emplois, la consommation finale des ménages est évaluée toutes taxes comprises alors que les emplois intermédiaires (consommation intermédiaire, investissement) le sont hors TVA (déductible) respectant le principe d'équilibre de la comptabilité nationale entre les ressources et les emplois de chaque produit.

Les emplois

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	Variation 2005 / 2004
<i>Unité :</i>	<i>milliards de F.CFP</i>						<i>%</i>
Consommation (TTC)							
des ménages	278,5	305,7	332,6	351,8	321,1	376,6	+17,3
des administrations	35,7	37,1	41,8	40,2	38,7	32,3	-16,5
Investissements							
des entreprises	24,2	20,5	32,7	36,0	30,7	28,7	-6,5
des ménages	11,5	14,6	15,4	14,4	13,4	20,1	+50
des administrations	31,7	37,7	38,6	43,5	44,6	41,5	-7,1
Variations des stocks	+0,5	+0,5	-0,2	-0,4	+1,3	+1,1	-
Exportations	28,7	26,0	23,2	16,5	19,1	20,8	+8,9
Dépenses touristiques	49,9	44,2	40,3	42,0	41,5	42,0	+1,2

Source : ISPF - Comptes économiques semi-définitifs 2005 de la Polynésie française

La consommation

le soutien des ménages

Après une année 2004 durant laquelle la consommation des ménages avait marqué le pas, un net rattrapage se fait sentir en 2005 (+17,3 % en valeur par rapport à 2004). Sur fond de hausse des salaires du secteur privé et de reprise du crédit à la consommation, la propension à consommer s'est nettement accrue.

Au 1^{er} décembre 2004, le Territoire a décidé une augmentation du salaire minimum polynésien de 15 % dont les effets se font sentir tout au long de l'exercice 2005. La masse salariale versée par les entreprises progresse globalement de 7,8 % sur la période tandis que le montant des crédits non affectés¹ accordés aux ménages augmente dans le même temps de 9,8 % (+3,3 % en 2004).

À l'inverse, les dépenses de consommation des administrations² sont en repli de 16,5 %, sous l'effet de la diminution des dépenses locales de l'État, en particulier celle de l'Armée. L'administration locale a maintenu ses dépenses de fonctionnement en 2005, pour une valeur totale de 29,6 milliards de F.CFP,

1 : Crédits non affectés : crédits accordés par un établissement bancaire sans être liés à l'achat d'un bien précis.

2 : Les administrations réalisent des dépenses de fonctionnement (hors salaires et transferts divers), assimilées à de la consommation.

L'investissement

les ménages encouragés

En 2005, l'investissement total, en hausse de 1,6 % par rapport à l'exercice précédent, s'établit à 90,2 milliards de F.CFP, légèrement en retrait par rapport au montant record de l'année 2003 (94 milliards de F.CFP). Alors que l'investissement en matériels s'est contracté de 3,9 %, à 35,3 milliards de F.CFP, l'investissement en BTP a, lui, progressé de 5,5 % pour atteindre 54,9 milliards de F.CFP.

La demande des ménages qui fait un bond de près de 50 %, est l'artisan principal de cette forte hausse dans l'investissement immobilier, encouragée par les dispositifs de prêts à l'habitat et à l'aménagement bonifiés (PHB et PAB). Cette demande dépasse pour la première fois les 20 milliards de F.CFP.

Les administrations locale comme nationale ainsi que les entreprises ont pour leur part réduit le montant de ce type d'investissement, respectivement de 1,3 %, 6 % et 22,7 %. L'investissement en matériels productifs¹ des entreprises ressort en hausse de 2,9 % tandis que celui des administrations se contracte de 11,4 %.

Le secteur des services qui concentre plus des deux tiers de l'investissement en BTP des entreprises a réduit cette catégorie de dépenses de plus de 30 %. En revanche, l'investissement en matériels de la branche BTP, dont l'activité est en croissance grâce aux ménages, progresse de 17 %.

Le Territoire, qui ordonne 69 % des dépenses d'investissement de l'administration a réduit sa demande en BTP de 7 % et sa demande en matériels de 10 %. Seul le centre hospitalier de Polynésie française (CHPF), qui représente 2 % des dépenses publiques d'équipement, a accru ses dépenses.

1 : Dans cette partie, seuls les investissements inscrits en immobilisations des entreprises polynésiennes sont pris en compte. Les investissements réalisés dans le cadre de la défiscalisation outre-mer ne sont donc comptabilisés que si les entreprises propriétaires de l'actif résident en Polynésie française.

L'investissement en BTP des administrations

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
<i>Unité :</i>					<i>millions de F.CFP</i>	
Territoire	13 383	15 514	16 448	19 174	20 711	19 182
État-Armées	1 685	1 575	1 575	1 290	1 290	14
État-services civils	329	450	394	104	140	557
Établissements publics territoriaux	336	181	351	1 200	161	554
CPS - RPSMR	88	88	90	188	333	1 061
Communes / Syndicat des communes	4 192	3 457	5 059	4 852	4 198	4 360
CHPF	189	211	154	591	134	168
Autres	154	79	32	127	212	78
Total	20 354	21 555	24 102	27 525	27 178	25 974

Source : ISPF - Comptes économiques semi-définitifs 2005 de la Polynésie française

Les exportations de biens

reprise confirmée

Confirmant la tendance observée en 2004, les exportations polynésiennes progressent encore cette année de 8,9 % pour atteindre un montant total de 20,8 milliards de F.CFP. Sur ce total, les exportations militaires ne représentent que 662 millions de F.CFP, en baisse de plus de 50 % par rapport à 2004. Les exportations civiles progressent, elles, de 13,7 % sur la même période.

Les trois premiers produits exportés demeurent les produits perliers, le nono et le poisson, ils représentent respectivement 74,3 %, 8,2 % et 2,5 % du montant total.

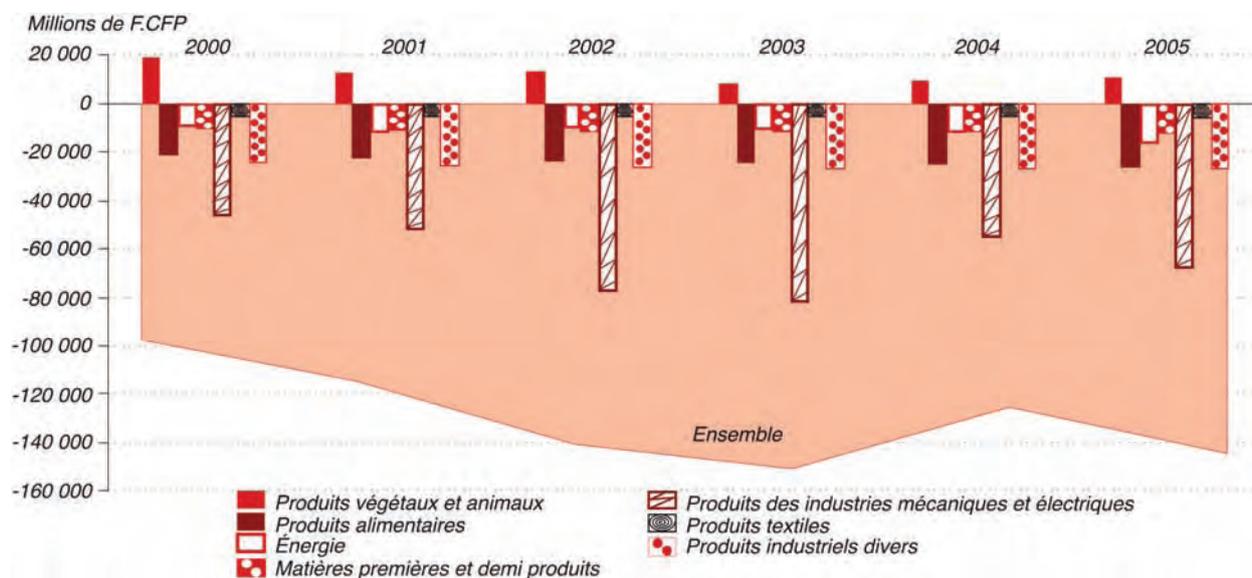
La Perle de Tahiti et ses dérivés génèrent 12,8 milliards de F.CFP de valeur d'exportations, pour un poids total de 9 tonnes. La valeur des exportations du fruit de nono a augmenté de 9,8 %, pour un volume qui progresse néanmoins plus vite (+15 % par rapport à 2004), ce qui renforce la tendance à la baisse du prix au kilo déjà observée en 2004. Le prix moyen au kilo du nono exporté était de 225 F.CFP en 2003, de 215 F.CFP en 2004 et se situe à 205 F.CFP en 2005. La tendance est inverse pour les exportations de poissons dont la valeur progresse de 7,5 % mais dont le volume baisse de 25 %. La raréfaction du produit sur les marchés internationaux explique en grande partie cet effet prix.

Les nacres devançant désormais le coprah, à la quatrième place des produits exportés avec une valeur totale de 395 millions de F.CFP, dont l'Asie est l'importateur exclusif.

L'effondrement du cours mondial pèse bien évidemment sur le chiffre d'affaires à l'exportation de la vanille, en baisse de 21 %, alors que le volume exporté augmente de 23 %.

Paramètre important des échanges, le taux de change du dollar US est resté stable face à l'Euro et donc au Franc Pacifique puisqu'il fallait en moyenne 96,05 F.CFP pour un dollar en 2004 contre 96,06 F.CFP en 2005.

Balance commerciale par type de produits



Source : ISPF - Comptes économiques semi-définitifs 2005 de la Polynésie française

Les flux économiques

Les flux économiques

Les flux économiques étudiés résultent des opérations effectuées par les divers agents, acteurs de l'économie polynésienne. Ils sont regroupés en quatre grandes catégories selon la fonction économique principale qu'ils accomplissent.

■ **Les entreprises produisent** : telles qu'elles sont définies dans les comptes économiques, elles regroupent non seulement tout le secteur privé marchand du territoire (sociétés et entreprises individuelles), mais également les établissements publics à caractère industriel et commercial comme l'OPT ou encore RFO. Elles créent des biens et services destinés à satisfaire les besoins exprimés par les autres agents (les ménages, les administrations, l'extérieur ou même d'autres entreprises). Pour cela, elles doivent consommer des biens ou services dits « intermédiaires », c'est-à-dire qui disparaissent dans le processus de production ; la production intérieure brute (PIBe) qui se compose de la somme des valeurs ajoutées (différence entre la production et les consommations intermédiaires) dégagée par les entreprises, mesure la richesse créée par ces dernières au cours de l'année et leur contribution au Produit Intérieur Brut (PIB).

Les entreprises utilisent le travail fourni par les ménages en contrepartie duquel elles versent des salaires. Elles investissent pour améliorer ou accroître leur production. Elles versent des impôts, des cotisations sociales.

■ **Les ménages consomment** : pour ce faire, les ménages disposent de revenus (salaires, revenu des entreprises individuelles, bénéfiques) ; ils perçoivent également des prestations sociales, des pensions et des retraites. Les ménages sont aussi les employeurs de personnel domestique : les charges salariales supportées à ce titre rentrent également dans la composition du PIB.

■ **Les administrations fournissent des services collectifs non marchands** (enseignement, santé, sécurité, etc.) aux autres agents et procèdent à des redistributions de ressources (prestations sociales, subventions). Elles comprennent, entre autres, le Pays, les services de l'État (civils et militaires), les Communes, la CPS, le CHPF, les établissements publics du Pays à caractère administratif (ISPF, SEFI par exemple), l'enseignement privé, etc. Elles occupent un rôle moteur dans l'économie du Pays tant par l'importance de leur demande en biens, services et équipements que par le volume des revenus qu'elles distribuent (salaires, subventions, prestations sociales, etc.). L'activité des administrations engendre un flux réel de biens mais surtout de services dont les principaux bénéficiaires sont les ménages et les entreprises. Cette

production non marchande des administrations est valorisée dans les comptes économiques par la masse salariale brute versée aux ménages et mesure la contribution du secteur public au Produit Intérieur Brut.

Les ressources des administrations sont constituées de prélèvements obligatoires (impôts, cotisations sociales) ou de transferts. Elles versent des salaires et réalisent des équipements collectifs (routes, ponts, écoles, etc.).

■ **L'extérieur** permet de retracer les flux qui existent entre le Pays et le « reste du monde » (importations, exportations de biens et de services dont tourisme, transferts extérieurs en provenance de l'État).

